

FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE AU BURUNDI

## Destruction de la société et de

l'économie burundaise :

« Après moi le déluge »



## TABLE DES MATIERES

TΑ	ABLE DES MATIERES	i
SI	GLES ET ABREVIATIONS	ii
RI	ESUME EXECUTIF	iv
0.	INTRODUCTION	1
CH	HAPITRE I : DISCOURS DE HAINE, DESORDRE ET INSECURITE GENERALISEE AU BURUNDI	3
	I.1. L'insécurité, le désordre et les crimes économiques au Burundi	3
	I.2. Des discours et incitations à la haine, à la violence et les violations continues des droits à l'homme	
	HAPITRE II : HAUSSES VERTIGINEUSES DES PRIX, PENURIE DE CARBURANT ET CRISE DE L'ENERGI ECTRIQUE AU BURUNDI	
	II.1. Hausse des prix, pénurie du carburant et du sucre	7
	II.2. Le manque d'électricité à l'origine de la baisse de l'activité économique au Burundi	12
CH	HAPITRE III : LES DROITS A L'EDUCATION ET A LA SANTE MENACES AU BURUNDI	13
	III.1. L'éducation nationale en danger de destruction au Burundi	13
	III.2. La santé publique sous le poids de la corruption et du délaissement au Burundi	16
CH	HAPITRE IV. MESURES CONTROVERSEES DANS LA GESTION DES MARCHES COMMUNAUX	19
	IV.1. Rupture des contrats de gestion privatisée des marchés communaux et ses répercussions la santé financière des communes	
	IV.2. Mobiles de l'instauration du mode de gestion privatisée	24
	HAPITRE V : D'AUTRES FAITS EN RAPPORT AVEC LES DROITS DE L'HOMME ET LA GOUVERNANCE	
	Des éleveurs de vaches empêchés de vendre librement le lait	25
	Le chômage : une fatalité pour la jeunesse burundaise	25
	La politisation des élèves, une triste réalité au Burundi	25
	Des policiers obstacles de la survie financière et alimentaire des citoyens	26
	Des fonctionnaires harcelés en milieu de travail	26
CH	HAPITRE VI : CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	28
	VI.1. Conclusion	28
	V.2 Passammandations	20

#### SIGLES ET ABREVIATIONS

ABUCO : Association Burundaise des Consommateurs

BPS : Bureau Provincial de la Santé

*CNDD* : Conseil National pour la Défense de la Démocratie

**CNDD-FDD**: Conseil Nationale pour la Défense de la Démocratie-Front pour la Défense

de la Démocratie

COGEMAKI: Compagnie de Gérance du Marché de Kigwena

**COTEBU**: Complexe Textile de Bujumbura

*EAC* : East African Community

**ECOFO** : Ecole Fondamentale

**ENS** : Ecole Normale Supérieure

**FM** : Fonds Mondial

**FNL** : Front National de Libération

FORSC : Forum pour le Renforcement de la Société Civile

HPRC : Hôpital Prince Régent Charles

IPA : Institut des Pédagogies appliquées

*ONU* : Organisation des Nations Unies

*OBR* : Office Burundais des Recettes

PABG/GN : Programme d'Appui à la Bonne Gouvernance/GutwaraNeza

RDC : République Démocratique du Congo

**REGIDESO** : Régie Nationale de Distribution de l'Eau et de l'Electricité

SECURU : Société d'Exploitation du Centre Urbain de Rumonge

*SEDEV* : Société d'Exploitation et de Développement

**SEMABU** : Société d'Exploitation du Marché de Buruhukiro

**SEMAGA** : Société d'Exploitation du Marché de Gatete

**SEMAKI** : Société d'Exploitation du Marché de Kizuka

**SEMAMI** : Société d'Exploitation du Marché de Minago

**SEMARUPI** : Société d'Exploitation du Marché de Rumonge et du Port International de

Rumonge

**SNR** : Service National des Renseignements

**SOBUSE** : Société Burundaise des Services

**SOGEMAT** : Société de Gérance du Marché de Matana

**SOSUMO** : Société Sucrière de Moso

**UB** : Université du Burundi

**UPRONA** : Union pour le Progrès National

#### RESUME EXECUTIF

Le troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza, contrairement à ses déclarations publiques qui considèrent ce mandat comme émanant de Dieu, devient de plus en plus un mandat plutôt de la souffrance, de la mort et un calvaire pour tout le peuple burundais, sans exception. Le Président Pierre Nkurunziza et sa clique au pouvoir imposent gravement une société où la sauvagerie et la violence sont les maîtres-mots. La ligue des jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir est devenue une pépinière, un cadre de l'enseignement de la haine, de violence et de la déshumanisation pour permettre au despote de régner dans la terreur pour l'éternité. Les normes et règles dont le respect strict constitue le fondement d'une société humaine sont reléguées au second rang et détruites au plus grand jour, sous l'œil complice du monde entier et de l'ONU.

La criminalité à tous les niveaux de la vie, le discours de la haine, la déshumanisation de l'être humain, le pillage et la destruction, l'égocentrisme, la manipulation, le chantage contre la communauté internationale, le montage politique et le mensonge criminel, le bras de fer à travers des injures et des manifestations publiques contre ses partenaires régionaux et internationaux, sont les priorités du pouvoir politique du président Pierre Nkurunziza qui se méfie de la misère et de la pauvreté dont souffre la majeure partie de la population burundaise.

L'insécurité et le désordre imposés par l'impunité des crimes et les enseignements immoraux envers les jeunes Imbonerakure ne permettent plus aux citoyens de vivre paisiblement dans leurs biens et richesses. Des commerçants sont tués après des scènes de cambriolages et de vols par des courtisans du pouvoir qui se ravitaillent après avoir exécuté des missions louches reçues de la part des membres de la clique criminelle autour du Président Pierre Nkurunziza.

Tous les secteurs de la vie nationale sont perturbés par des mesures hors la loi prises dans un désordre total. Les principes démocratiques qui président à l'organisation d'une société libre et respectueuse des droits de l'homme sont systématiquement bafoués. La justice est devenue un outil de répression du pouvoir CNDD-FDD. Ce dernier instrumentalise l'appareil judiciaire pour pouvoir imposer son hégémonie politique. Les auteurs des crimes se présentent comme des victimes tandis que les victimes réelles sont des criminels.

Le rapport aborde des questions sociales liées à l'enseignement et à la santé publique. Les abandons scolaires, la politisation des revendications sociales, les contraintes à la soumission par les arrestations et emprisonnements arbitraires des étudiants, les malversations économiques dans le secteur de la santé caractérisent les deux principaux domaines de la vie des citoyens.

Le rapport comporte quatre principales parties. La première partie évoque une situation d'insécurité et de désordre imposée par des jeunes Imbonerakure en complicité avec une administration totalement vouée à la cause du parti au pouvoir dans un contexte de rejet délibéré de toute règle et de toute morale qui fonde une société de droit. Nous dénonçons des crimes

et/ou assassinats à mobiles économiques, des discours officiels et publics de haine qui incitent à la violence politique et des actes de violences qui les concrétisent.

Dans la deuxième partie, nous analysons d'autres conséquences de ce désordre politique qui a ouvert la porte aux spéculations et aux magouilles dans tous les secteurs de la vie. Le parti au pouvoir veut régner en maître absolu et impose des conditions d'existence invivables. L'anarchie dans la commercialisation des produits stratégiques comme le carburant entraine des hausses intempestives des prix et s'ajoute au manque criant de l'électricité pour freiner l'activité économique et compliquer davantage la survie des ménages.

La troisième partie aborde les questions de l'éducation pour tous et de la santé publique qui sont en danger au Burundi. En politisant et en rendant chère l'école fondamentale, en promouvant une université publique non accessible à tous et en organisant une dictature et répression politique contre des étudiants qui revendiquent leurs droits, le régime du CNDD-FDD détruit lentement et sûrement l'enseignement et met en péril l'égalité des chances des fils et filles du Burundi. L'école est un lieu du savoir et des libertés, le contraire est destructeur de l'école! En ce qui concerne la santé publique, au lieu de s'attaquer aux multiples défis qui hantent ce secteur, il est regrettable que le Ministère s'attèle plutôt à trouver des fonds pour financer les activités de la jeunesse du parti CNDD-FDD.

Dans la quatrième et principale partie, nous parlons des mesures controversées prises par l'autorité de tutelle et le gouvernement du Burundi pour récupérer les marchés communaux qui étaient dans les mains des actionnaires conformément aux règles de gestion signées. Le FORSC s'indigne contre une mise en application sélective qui privilégie les actionnaires proches du pouvoir CNDD-FDD tout en violant systématiquement les droits des actionnaires présumés opposants du pouvoir. L'application de la mesure a par ailleurs eu des répercussions non seulement sur les droits de certains actionnaires mais aussi sur les finances des communes dont les redevances sont aujourd'hui gérées pour le compte du parti au pouvoir au lieu de servir la commune.

Nous passons en revue quelques autres faits qui ont caractérisé la jouissance des droits socioéconomiques et la gouvernance au Burundi pendant cette période de rapportage. Il s'agit notamment du chômage chez les jeunes qui est devenu une fatalité, des cas de fonctionnaires harcelés en milieu de travail par leurs chefs hiérarchique pour des mobiles politiques, des cas de policiers et administratifs qui ruinent volontairement la survie alimentaire de ceux qu'ils sont censés protéger, etc.

En conclusion, le pouvoir du CNDD-FDD devient de plus en plus nuisible à l'existence d'une société burundaise paisible et favorable à l'épanouissement de tous et de chaque burundais. Les Imbonerakure, en complicité avec l'administration publique vouée totalement à la cause du parti au pouvoir, imposent une situation de désordre, d'insécurité, de violences et de crimes économiques.

Ce désordre a ouvert la porte aux spéculations et aux magouilles dans tous les secteurs de la vie où le parti au pouvoir veut régner en maître absolu. Ce qui explique les hausses intempestives des prix, la pénurie du sucre et des carburants sans oublier le manque criant de l'électricité.

Le régime détruit toutes les valeurs humaines qui fondent un Etat de droit et de liberté. Les écoles et les universités publiques ne sont plus des places du savoir et de la connaissance mais des endroits où se jouent des politiques néfastes au développement du pays et des individus.

Au lieu de s'occuper des défis de santé qui hantent la population burundaise, les différentes structures sont préoccupées à collecter des fonds pour financer les activités du parti au pouvoir.

Le FORSC dénonce des mesures qui sont négativement motivées par l'esprit de méchanceté et de vengeance politique. Il évoque notamment le cas de la mesure d'interdiction de privatisation des marchés qui est appliquée de manière sélective et unilatérale dans l'objectif de nuire aux différents actionnaires présumés contre le pouvoir du troisième mandat de Pierre Nkurunziza.

Il désavoue le comportement irresponsable des autorités burundaises qui attisent le feu de la destruction sans se rendre compte de la gravité de leurs actions. Le discours de la haine et de la jungle qu'elles brandissent, comporte une dose du venin d'autodestruction qui n'épargne personne dans le pays.

Pour terminer, le FORSC émet des recommandations suivantes, vu la situation socioéconomique et politique qui règne dans le pays :

## Au gouvernement du Burundi:

- Mettre fin à la terreur politique et aux injustices sociales à l'origine des conflits et des guerres ;
- Choisir la voie de la paix et de la sécurité en mettant de côté des personnalités nuisibles au développement de l'Etat de droits ;
- Démanteler la milice armée Imbonerakure qui sème la terreur et commet des violations graves des droits de l'homme dans le pays ;
- Se désolidariser ouvertement et sanctionner les auteurs du désordre social et des crimes économiques et/ ou contre l'humanité;
- Combattre avec énergie le discours destructeur qui n'épargne personne y compris ses auteurs;
- Relâcher les étudiants des universités publiques arbitrairement arrêtés et injustement emprisonnés alors qu'ils ne faisaient que revendiquer leurs droits ;
- Renouer avec la politique de gratuité à l'enseignement fondamental qui avait permis à tous les enfants d'aller à l'Ecole;
- Faire rayonner l'école qui est une pépinière de l'avenir du pays au lieu de la détruire ;
- > Généraliser la cantine scolaire pour réduire les abandons scolaires causés par la famine ;
- Mettre un terme aux spéculations et magouilles autour de la commercialisation des produits pétroliers, du sucre et de l'électricité;

## A l'EAC, UA et ONU;

Intervenir sans délais pour éviter un génocide imminent préparé minutieusement et au grand jour par les plus hautes autorités de l'Etat;

>	Contraindre le gouvernement résolution pacifique du conflit	Burundi	à	accepter	les	négociations	en	vue	de	la

#### 0. INTRODUCTION

Le troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza, contrairement à ses déclarations publiques qui considèrent ce mandat comme émanant de Dieu, devient de plus en plus un mandat plutôt de la souffrance, de la mort et un calvaire pour tout le peuple burundais, sans exception. Le Président Pierre Nkurunziza et sa clique au pouvoir imposent gravement une société où la sauvagerie et la violence sont les maîtres-mots. La ligue des jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir est devenue une pépinière, un cadre de l'enseignement de la haine, de violence et de la déshumanisation pour permettre au despote de régner dans la terreur pour l'éternité. Les normes et règles dont le respect strict constitue le fondement d'une société humaine sont reléguées au second rang et détruites au plus grand jour, sous l'œil complice du monde entier et de l'ONU.

La criminalité à tous les niveaux de la vie, le discours de la haine, la déshumanisation de l'être humain, le pillage et la destruction, l'égocentrisme, la manipulation, le chantage contre la communauté internationale, le montage politique et le mensonge criminel, le bras de fer à travers des injures et des manifestations publiques contre ses partenaires régionaux et internationaux, sont les priorités du pouvoir politique du président Pierre Nkurunziza qui se méfie de la misère et de la pauvreté dont souffre la majeure partie de la population burundaise.

Le pouvoir du CNDD-FDD en place au Burundi ne se soucie guerre de la régression sans cesse croissante de la production et du développement économique, des hausses vertigineuses et incessantes des prix des denrées de première nécessite consécutives à des hausses illégales d'impôts et taxes, des spéculations et magouilles qui gangrènent la commercialisation des produits stratégiques comme les carburants, de la crise de l'énergie électrique et des défis liés à l'éducation nationale et à la santé publique.

L'insécurité et le désordre imposés par l'impunité des crimes et les enseignements immoraux envers les jeunes Imbonerakure ne permettent plus aux citoyens de vivre paisiblement dans leurs biens et richesses. Des commerçants sont tués après des scènes de cambriolages et de vols par des courtisans du pouvoir qui se ravitaillent après avoir exécuté des missions louches reçues de la part des membres de la clique criminelle autour du Président Pierre Nkurunziza.

Tous les secteurs de la vie nationale sont perturbés par des mesures hors la loi prises dans un désordre total. Les principes démocratiques qui président à l'organisation d'une société libre et respectueuse des droits de l'homme sont systématiquement bafoués. La justice est devenue un outil de répression du pouvoir CNDD-FDD. Ce dernier instrumentalise l'appareil judiciaire pour pouvoir imposer son hégémonie politique. Les auteurs des crimes se présentent comme des victimes tandis que les victimes réelles sont des criminels.

Ce rapport de FORSC du mois d'avril 2017 dénonce notamment une régression du niveau de décentralisation de la société burundaise qui avait pourtant atteint un bon niveau jusqu'en 2015 et qui est retourné aujourd'hui à la case départ. Un des exemples récents est la suspension unilatérale et sélective des contrats de gestion privatisée des marchés communaux en violation flagrante des

clauses qui les régissent. La mesure ayant été prise dans l'intérêt du seul parti au pouvoir, là où les marchés sont gérés par des actionnaires proches du pouvoir, la mesure n'a pas été appliquée.

Le rapport aborde aussi des questions sociales liées à l'enseignement et à la santé publique. Les abandons scolaires, la politisation des revendications sociales, les contraintes à la soumission par les arrestations et emprisonnements arbitraires des étudiants, les malversations économiques dans le secteur de la santé caractérisent les deux principaux domaines de la vie des citoyens.

Le rapport comporte quatre principales parties. La première partie évoque une situation d'insécurité et de désordre imposée par des jeunes Imbonerakure en complicité avec une administration totalement vouée à la cause du parti au pouvoir dans un contexte de rejet délibéré de toute règle et de toute morale qui fonde une société de droit. Nous dénonçons des crimes et/ou assassinats à mobiles économiques, des discours officiels et publics de haine qui incitent à la violence politique et des actes de violences qui les concrétisent.

Dans la deuxième partie, nous analysons d'autres conséquences de ce désordre politique qui a ouvert la porte aux spéculations et aux magouilles dans tous les secteurs de la vie. Le parti au pouvoir veut régner en maître absolu et impose des conditions d'existence invivables. L'anarchie dans la commercialisation des produits stratégiques comme le carburant entraine des hausses intempestives des prix et s'ajoute au manque criant de l'électricité pour freiner l'activité économique et compliquer davantage la survie des ménages.

La troisième partie aborde les questions de l'éducation pour tous et de la santé publique qui sont en danger au Burundi. En politisant et en rendant chère l'école fondamentale, en promouvant une université publique non accessible à tous et en organisant une dictature et répression politique contre des étudiants qui revendiquent leurs droits, le régime du CNDD-FDD détruit lentement et sûrement l'enseignement et met en péril l'égalité des chances des fils et filles du Burundi. L'école est un lieu du savoir et des libertés, le contraire est destructeur de l'école! En ce qui concerne la santé publique, au lieu de s'attaquer aux multiples défis qui hantent ce secteur, il est regrettable que le Ministère s'attèle plutôt à trouver des fonds pour financer les activités de la jeunesse du parti CNDD-FDD.

Dans la quatrième et principale partie, nous parlons des mesures controversées prises par l'autorité de tutelle et le gouvernement du Burundi pour récupérer les marchés communaux qui étaient dans les mains des actionnaires conformément aux règles de gestion signées. Le FORSC s'indigne contre une mise en application sélective qui privilégie les actionnaires proches du pouvoir CNDD-FDD tout en violant systématiquement les droits des actionnaires présumés opposants du pouvoir. L'application de la mesure a par ailleurs eu des répercussions non seulement sur les droits de certains actionnaires mais aussi sur les finances des communes dont les redevances sont aujourd'hui gérées pour le compte du parti au pouvoir au lieu de servir la commune.

Avant la conclusion et les recommandations, nous passons en revue quelques autres faits qui ont caractérisé la jouissance des droits socio-économiques et la gouvernance au Burundi.

#### CHAPITRE I : DISCOURS DE HAINE. DESORDRE ET INSECURITE GENERALISEE AU BURUNDI

## I.1. L'insécurité, le désordre et les crimes économiques au Burundi

Malgré des crimes, des assassinats répétés et des violations massives des droits de l'homme quotidiens, le gouvernement burundais n'a cessé hypocritement de déclarer publiquement que la paix règne sur tout son territoire, à la surprise de la population burundaise qui souffre et de la communauté internationale qui observe. Au fond du pays dans les collines et les communes, le parti CNDD-FDD à travers ses organes et l'administration publique vouée totalement à sa cause, impose une situation de désordre, d'insécurité, de violences et de crimes économiques. Les citoyens font face à des membres du parti qui font ce que bon leur semble sans aucune limite ni de la loi, ni de la morale. Les biens d'autrui ne sont plus respectés. Un citoyen rencontré au chef-lieu de la province Karusi nous a confié que les jeunes Imbonerakure sur sa colline ont imposé une forme de taxe pour chaque habitant en vue de mériter une protection de ses biens. « Nous sommes obligés de payer chacun 1000 frs chaque fois qu'ils le veulent ou qu'ils sont dans le besoin. Ils nous disent que si nous refusons de payer cet argent, nos richesses ne seront plus protégées et que nous risquons de tout perdre. Moi, j'ai été forcé de m'incliner devant leur volonté car je recevais chaque fois des menaces de morts », nous confie notre interlocuteur.

« Si vous tentez de résister contre leurs ordres, les Imbonerakure ont trouvé des motifs pour vous faire du mal. Ils sensibilisent tout le monde en leur disant que vous êtes soit un « Mujeri » un nom d'un chien errant et maigre inventé et attribué par le président de la République Pierre Nkurunziza à tout opposant au troisième mandat, soit un « Murozi » c'est-à-dire un sorcier-empoisonneur, avant de passer à l'acte criminel d'assassinat. Cette tactique a été utilisée au Rwanda avant le génocide de 1994. Les personnes d'origine sociale Tutsi ont été d'abord déshumanisées en les appelant des « Inyenzi » c'est-à-dire des cafards, avant de passer à l'acte », renchérit-il. Le phénomène de sorcellerie a toujours pris une ampleur au Burundi dans des contextes de crises politiques, de confusion et de désordre dans le but de justifier les nombreux crimes qui les accompagnent.

A titre illustratif, quatre commerçants ont été tués en province Cibitoke depuis le début de cette année 2017 accusés de n'avoir pas accepté de suivre les ordres imposés par les chefs Imbonerakure qui leur exigeaient « des contributions financières en vue de payer des jeunes au service du pouvoir », selon des sources au sein même de la ligue des jeunes au niveau local qui disent être dépassés par les crimes odieux qu'organisent leurs chefs. Le dernier crime date du 30 avril 2017 vers 20 heures du soir. Le commerçant James Habonimana a été sauvagement assassiné en cours de chemin vers son domicile sur la colline Bwayi, zone Buseruko, commune Mugina. La victime a été interceptée par des Imbonerakure en patrouille lors qu'il était en provenance du marché de Rugombo pour vendre les poissons. Il a été dépouillé de tous ses biens et tout son argent avant d'être tué et d'être accusé de sorcellerie pour camoufler les motifs du crime.

Les sources sur place nous indiquent que d'autres commerçants dont les nommés Nibizi Jean âgé de 60 ans et originaire de la localité de Ruziba, en Mairie de Bujumbura, KubwimanaJoseph de 55

ans, originaire de la zone Nyamakarabo, Niyorurema Jacques, de 40 ans, originaire de la colline Rusagara, ont été tués dans les mêmes circonstances d'accusation de sorcellerie, au moment où leurs bourreaux avaient toujours pris le soin de leur dépouiller de l'argent et des biens qu'ils possédaient et après avoir subi des menaces de mort de la part des personnes bien connues du parti CNDD-FDD au niveau local.

Des crimes à motivation économique commis par des jeunes Imbonerakure parfois en collaboration avec des policiers, sont régulièrement observés dans plusieurs coins du pays.

Dans le but de lui soutirer de l'argent, des imbonerakure ont par exemple arrêté et ligoté en date du 4 avril 2017, un commerçant du nom de Bigirimana, originaire de la colline Mugende, zone Ntunda, commune Gitaramuka, province Karusi. La victime a dû payer une rançon de 500 000 fbu pour avoir droit à sa libération le lendemain. Le commissaire provincial de la police prénommé Jérôme dans cette province a été complice dans cette affaire, selon des sources sur place.

En Mairie de Bujumbura, les habitants des zones contestataires du troisième mandat de Pierre Nkurunziza sont régulièrement rançonnés par des policiers et militaires affamés qui cherchent à se rémunérer de nombreux services rendus au pouvoir en place. Les faits les plus récents datent du 24 et 25 avril 2017.

Une trentaine de civils de la zone urbaine de Cibitoke ont été contraints le 24 avril 2017 de payer chacun entre 3000 et 5000 Fbu pour mériter la libération après avoir été raflée lors d'une fouille perquisition en échec et conduite aux cachots du poste de police en zone Cibitoke. Le 25 avril 2017, quatre autres personnes arrêtées dans la même zone urbaine de Cibitoke ont été aussi forcées de payer au policier 5000Fbu chacun, avant de bénéficier de leur liberté.

En commune et province Muyinga, un cas semblable a été observé en date du 7 avril 2017 où un enseignant a été contraint de payer 10000Fr de rançon pour être libéré des griffes d'un Brigadier Charles Ndayavurwa qui voulait se rémunérer pour avoir bien assurer la sécurité du deuxième Vice-Président de la République, en passage dans cette partie du pays..

Il y a lieu également de signaler le cas de l'homme d'affaire Oscar Ntasano, porté disparu depuis le 20 avril 2017. Selon des sources bien informées, ce patron de « Nonara Beach Hôtel » était dans le collimateur du Président Pierre Nkurunziza qui l'accusait de ne pas être fidèle aux ordres du chef et à la gestion partagée de son entreprise qui avait par ailleurs accueilli des observateurs des Nations Unies sans l' « autorisation préalable » du chef d'Etat, apprend-on des sources proches de la présidence.

## I.2. Des discours et incitations à la haine, à la violence et les violations continues des droits de l'homme

Au lieu de lutter contre l'escalade des crimes et des violences qui sont devenues une triste réalité sur nos collines, l'autorité publique manifeste un comportement plutôt de soutien, à la surprise des victimes et des observateurs des droits de l'homme. Dans leurs discours officiels, certaines

autorités ne cachent pas leur complicité, quand ils s'expriment, d'autres se contentent du silence et/ou des discours dans le sens de déclarer que tout va bien dans le pays.

Après avoir demandé aux membres de son parti CNDD-FDD et aux agents des services de sécurité de commencer « le travail » en Mairie de Bujumbura et dans les communes de l'intérieur du pays qui ont organisé des manifestations contre le troisième mandat de Pierre Nkurunziza, le président du Sénat Réverien Ndikuriyo s'est félicité d'avoir réussi dans cette partie du pays. Ainsi, il a félicité les jeunes Imbonerakure de la commune Nyanza-Lac d'avoir réussi ce travail et les a incité à continuer plus efficacement ce « travail », au cours de son discours prononcé en province Makamba, commune Nyanza-Lac en zone de Kazirabageni, vendredi le 9 avril 2017. Le discours est intervenu après que les Imbonerakure de la localité aient excellé dans des actes de tortures et d'arrestations contre les opposants politiques, membres des partis FNL et CNDD Nyangoma. C'est ainsi qu'il a utilisé un nouveau vocable « Kwegeranya », un mot kirundi très polysémique. Le mot a en effet plusieurs significations en Kirundi. On utilise le mot « Kwegeranya » quand une personne est morte et que l'on veut l'enterrer dignement. On utilise le mot quand il s'agit d'une personne qui se trouve dans un état d'incapacité notoire et que on l'assiste par exemple. On dit qu'une personne « Yegeranye » quand il est suffisamment affaibli parce qu'il est complètement appauvri ou malade. Le mot est utilisé aussi quand il s'agit de rassembler des objets dans un tas ou des hommes dans un endroit bien précis. Le mot a été utilisé par les génocidaires rwandais lorsqu'il fallait rassembler des Tutsi pour les exécuter ensemble.

Cette personnalité avait déjà utilisé d'autres mots comme « Kora » pour inciter aux exécutions extrajudiciaires des opposants politiques partout où ils se trouvent dans le pays et en exil.

Dans toutes les communes du pays, un mot d'ordre a été donné par les responsables du parti au pouvoir au Burundi, à la milice Imbonerakure, armée, pour organiser des viols de femmes de l'opposition afin qu'elles mettent au monde les enfants Imbonerakure. Les responsables au haut niveau du parti CNDD-FDD ont tenté de nier les faits mais la réalité sur terrain a prouvé que ce n'était pas un hasard, en plus que des membres de ce parti ont reconnu les faits. Quelques cas illustrent cette triste réalité.

Des jeunes Imbonerakure font des entraînements à caractère militaire en commune de Ntega, province Kirundo au cours desquels ils invitent tous les Bagumyabanga à engrosser les femmes et filles de l'opposition afin qu'elles mettent au monde des Imbonerakure et aboutissent enfin à un parti unique CNDD-FDD.

C'est ce qui transparaissait dans un rassemblement organisé très tôt le matin du samedi 6 avril 2017, vers 4 heures du matin, sur toutes les collines de la commune Ntega. Des bruits de sifflets de rassemblement s'étaient fait entendre afin de se rendre au chef-lieu de la commune.

En courant, ces Imbonerakure lançaient des chansons d'agression à l'endroit d'autres partis politiques avec des matraques à la main. Pour certains, ce sont des activités similaires à celles des Interahamwe du Rwanda qui ont massacré plus d'un million de personnes en 1994. Lorsqu'ils se

sont rassemblés au chef-lieu de la commune juste à l'endroit où est érigée la permanence du parti CNDD-FDD, ils ont commencé le défilé militaire devant l'administration, la police ainsi que la population en général, les instructeurs étaient des anciens militaires démobilisés.

Devant la permanence en commune de Ntega, ils chantaient des chansons honorant le Président Pierre Nkurunziza ainsi que le soutien aux mandats illimités. En cette même commune qui connaît beaucoup de militants du parti FNL aile de RwasaAgathon, c'était en d'autres termes la démonstration de force des Imbonerakure à l'égard de ces premiers.

Ces activités paramilitaires faites par ces Imbonerakure de la commune de Ntega sont qualifiées d'actes de terrorisme et d'intimidation à l'endroit des autres tendances surtout qu'ils lancent des cris d'agression lorsqu'ils voient des militants d'autres partis passer tout près d'eux. Pour certains, ces entrainements constituent un signe sans précédent qu'une guerre est en préparation par le pouvoir de Bujumbura.

Notons pour toutes fins utiles que cette commune frontalière du Rwanda connaît une histoire tragique avec sa voisine Marangara de la province de Ngozi où en 1988 des milliers de personnes à majorité Tutsi ont été massacrés par leurs frères d'ethnie Hutu .Ces slogans de viols collectifs font beaucoup peur aux rescapés du génocide de cette année apocalyptique, qui commençaient à se remettre après cette décennie d'accalmie.

Ce genre de démonstrations et de chansons incitant à la violence ne se passent pas seulement dans cette province de Kirundo, il se passe presque partout dans les provinces du pays. Nous vous avons juste mis au courant d'un cas le plus récent et le plus grave observé dans cette province de Kirundo, frontalière à la République rwandaise.

Nous vous livrons dans les paragraphes qui suivent d'autres faits illustratifs en rapport avec des violences sexuelles commises par des responsables du CNDD-FDD, qui vont dans le sens effectivement du mot d'ordre d'engrosser les femmes de l'opposition pour enfanter des jeunes Imbonerakure.

Le patron du SNR en province Cankuzo, le nommé Mugande Nicaise a violé un enfant du nom de Niyoyankunze Ninette, élève en 7ème année de l'Ecole fondamentale du Lycée communal Gisagara. Le bourreau est aujourd'hui l'époux de la victime et les deux vivent actuellement ensemble au chef-lieu de la province. L'homme marié aurait abandonné sa première femme légale qui vit en commune Gisagara.

Cet acte ignoble de violence sexuelle est dénoncé après quelques jours de libération du directeur de l'Ecole Fondamentale de Saswe, le nommé Nduwimana P. Claver dont pourtant les preuves du crime avaient bel et bien été démontrées. Le chef des Imbonerakure de cette commune Kigamba

où se passe le crime a tout fait jusqu'à enlever la victime pour la contraindre à innocenter le directeur. Traumatisée, la fille a mis au monde un petit Imbonerakure qui est mort par la suite.

Dans toutes les communes de la province cankuzo, les membres du parti au pouvoir chantent qu'ils vont engrosser les opposants politiques pour enfanter des enfants Imbonerakure. « On a peur de le dire mais nos jeunes filles sont en danger» se lamentent en silence les habitants de la province Cankuzo qui observent de près les cas de violences sexuelles commises par des chefs Imbonerakure. Ces cas se multiplient sans que les auteurs ne soient inquiétés. Les membres du CNDD FDD engrossent plus particulièrement les jeunes élèves de la composante sociale tutsi et ces dernières sont contraintes d'abandonner l'école. Leurs parents se taisent de peur d'être exécutés.

Presque partout dans le pays, les Imbonerakure font la pluie et le beau temps. Ils sont déterminés à faire la chasse aux opposants politiques partout où ils sont cachés. Le principe est le même, « hakwihenda wokwihekura » c'est-à-dire « au lieu de se tromper d'ennemi, vaut mieux tuer le tien » !

Le temps et le contexte politique sont défavorables à l'épanouissement économique des individus. Le désordre a ouvert la porte aux spéculations et aux magouilles dans tous les secteurs de la vie où le parti au pouvoir veut régner en maître absolu. Ce qui explique les hausses intempestives des prix, la pénurie du sucre et des carburants sans oublier le manque criant de l'électricité.

# CHAPITRE II : HAUSSES VERTIGINEUSES DES PRIX, PENURIE DE CARBURANT ET CRISE DE L'ENERGIE ELECTRIQUE AU BURUNDI

#### II.1. Hausse des prix, pénurie du carburant et du sucre

Les prix des produits alimentaires de première nécessité n'ont cessé de monter sur les marchés au détriment d'une population burundaise victime de paupérisation grandissante et suite à une montée injuste et illégale des taxes et impôts imposés par le pouvoir du CNDD-FDD en mal de faire fonctionner ses institutions et sa milice Imbonerakure. Dans nos différents rapports antérieurs, nous en avons relevé des cas bien précis. Aujourd'hui, les autorités dans chaque province du pays ont tendance à s'enfermer économiquement avec l'espoir de protéger la production et la consommation internes comme si la province était capable de s'autosuffire. La Mairie de Bujumbura est entrain aujourd'hui de souffrir de cette autarcie des provinces de l'intérieur du pays qui ne permettraient plus certains produits d'être « exportés » dans la capitale Bujumbura.

A titre d'illustration, le charbon est devenu très rare, la police et les Imbonerakure exigent des conditions difficiles aux commerçants de ce produit qui sont dépassés par les pots-de-vin qu'ils paient sur la voie routière avant d'arriver à destination. Un sac qui coutait entre 20000 et 25000Fbu s'achète aujourd'hui entre 40000 et 45000Fbu. Les prix du haricot et de la farine de manioc qui sont des aliments de soudure au Burundi ont sensiblement augmenté au moment où ce sont ces deux produits qui constituent également la nourriture des élèves dans les internats, des militaires dans les camps et des prisonniers dans les maisons de détention. Le haricot appelé « kirundo »

s'achète aujourd'hui à plus ou moins 1800 Fr bu alors qu'il ne coûtait que 700 à 800 Fbu avant la crise en cours. Le kg de farine de manioc coûte plus ou moins 1500 Fbu alors qu'il ne s'achetait que 700 à 800 Fr avant le malheureux troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Un bidon de 5 litres de l'huile de palme est passé de 6000 Fbu à plus ou moins 10000Fbu.

Consécutivement à la pénurie et au commerce clandestin de l'essence qui s'aggrave ces derniers jours, les prix de transport des biens et des services ont montés. Des conséquences graves sur les produits de première nécessité planent à l'horizon si le problème perdure, se lamentent des burundais qui vivent le malheur au quotidien. Déjà au début du mois de mai, les prix des transports en commun ont commencé à doubler et à tripler dans différents endroits du pays.

Dans toutes les provinces du pays, l'essence et le sucre sont restés des produits rares suite à des spéculations entretenues par le parti au pouvoir autour de la vente et de la commercialisation de ces deux produits. Selon des sources au sein de ce parti, les autorités ont décidé d'en tirer le maximum de profits pour s'autofinancer.

En province Rutana, les deux stations d'essence dont dispose cette province sont rarement alimentées en carburant ces derniers temps. Quand elles le sont, elles sont vides quelques deux heures après. Les commerçants, sous le poids des pots-de-vin imposés par l'autorité du CNDD-FDD au pouvoir sont amenés dans le commerce informel avec des prix variant entre 3500 et 4000 frbu le litre qui officiellement coûte 2155 fbu.

Même si la province héberge la société qui produit le sucre, ce dernier est devenu un produit rare depuis bientôt deux mois. Les gens de la SOSUMO qui sont contactés en privé et sous couvert de l'anonymat disent que le sucre est un produit des 'grandes personnes de la République' qui en profitent à elles seules.

La cherté de ces deux produits a entraîné la hausse des prix de toutes les denrées de première nécessité dans toute la province.

En province Bubanza, les activités ont été paralysées dans toute la province depuis le début de la semaine du 24 avril 2017 suite au manque d'essence. La plupart de véhicules et de motos ont été garés à la maison jusqu'à la fin de la période concernée par ce rapport. Les transporteurs exigent des clients de grandes sommes d'argent. Les prix de ticket ont été revus à la hausse passant du simple au double. Au marché noir, un litre d'essence coûte entre 4000 et 6000frbu.

Le sucre est quasi inexistant. Les rares commerçants qui parviennent à en trouver le vendent à 3500 voire 4000 frbu le kg, ce qui a entraîné la hausse d'autres prix sur tous les marchés de la province.

A cela s'ajoute la mesure du gouverneur de Bubanza obligeant toute la population à contribuer pour la construction du stade qui cause déjà de sérieux problèmes. Deux jeunes gens se sont rentrés

dedans le mercredi 26 avril 2017. L'un est un percepteur de taxe qui gardait la barrière à la 5 ème transversale de Gihanga, il a refusé à un conducteur de taxi vélo de continuer la route sans payer les 1000 frbu exigés à cette catégorie de contribuables pour la construction du stade. Ils se sont sérieusement battus, ce ne sont que les passants qui ont rétabli l'ordre. Le conducteur de taxi vélo disait qu'il n'en avait pas et que la contribution ne devrait pas être forcée.

En province Kayanza, le manque d'essence aux différentes stations dans différentes stations a été une triste réalité durant les deux dernières semaines du mois d'avril 2017. Une des conséquences de ce manque d'essence a aussi été la hausse des prix de transport. Le prix du ticket y a également doublé. En guise d'exemple, le prix du ticket Kayanza — Bujumbura qui était de 5000 Fbu est montéà 10000 Fbu et un litre d'essence vendu au marché noir à 7000Fbu.

Concernant le sucre, il est vendu une seule fois par mois aux différents services pour les fonctionnaires et dans les kiosques se trouvant dans les différents quartiers pour le reste de la population. Une liste des acquéreurs doit être préalablement établie. Aucun ménage ne peut acheter plus de 4 Kg.

Dans la même période, aucune goutte d'essence ne se trouvait dans toutes les stations se trouvant au centre urbain de la province Kirundo. Un litre d'essence comme celui du gasoil sur le marché noir s'achète à 6000 Frbu. Comme conséquence, le prix du ticket de transport a aussi doublé. Le ticket du trajet Kirundo - Ngozi qui était de 4000 Frbu dans des périodes normales a monté jusqu'à plus ou moins 7000 et 8000 Frbu. De Kirundo à Bujumbura, le ticket aller - retour était de 20.000 Frbu, mais actuellement le même trajet se paie à 34.000Frbu avec beaucoup de risques de manquer des véhicules. Le comble de malheur lorsque les camions citernes du carburant arrivent, c'est la police, le responsable du service provincial des renseignements ainsi que le cabinet du gouverneur sans oublier le président du parti au pouvoir au niveau provincial qui en deviennent des responsables de la distribution. A peine la moitié du carburant est servi à la population ayant des véhicules et motos et le reste est réservé à ces différents services de l'État, ce qui énerve beaucoup les grossistes. Certains parmi ces responsables sont d'ailleurs à la tête de la vente de ce carburant sur le marché noir afin de gagner beaucoup. Pour essayer de récupérer l'argent dépensé lors de l'achat du carburant, les chauffeurs préfèrent faire des mauvais chargements mais malheureusement ce sont les policiers de roulage qui en profitent en les taxant d'amendes non justifiées.

Suite au problème de contrôle routier, des accidents graves se passent. L'exemple récent s'est passé à Gatobo en commune Kiremba, province de Ngozi où un véhicule de marque « station » qui venait de Kirundo a eu un accident. A l'intérieur il y avait 8 personnes alors que la voiture en question n'avait qu'une assurance de 4 personnes. Six morts dont 2 élèves qui étaient en vacances y ont été enregistrés.

D'autres conséquences s'abattent sur les prix des produits de première nécessité plus spécialement les denrées alimentaires. Sur le marché, tout a monté de prix. Les cuisiniers ne sont plus autorisés à se rendre sur le marché car leurs patrons se retrouvent ridicules lorsque ces premiers rentrent du marché avec des denrées de 10 milles francs mais ne pouvant pas suffire pour les deux repas de midi et soir. Ils préfèrent s'y rendre eux- mêmes. La vie est presque impossible surtout pour des gens de petits moyens.

Ainsi, le kg de farine de manioc qui s'achetait à 1000Frs il y a 4 mois s'achète actuellement à 1600 Frs. Le kg de haricots appelés Kirundo s'achetait à 1000 Frs mais actuellement il s'achète à 1400Frs. Le kg de farine de maïs appelée Kaunga s'achetait à 1600 Frs mais elle s'achète actuellement à 2000Frs

Le kg de pommes de terre appelées Ruhengeri qui s'achetait à 500Fbu s'achète actuellement à 900 Frs. Un régime de banane qui s'achetait à 5000Frs s'achète actuellement entre 8000 Frs bu et 10000 Frs bu.

Ensuite, le centre de Kirundo connaît un nombre impressionnant de mendiants et des enfants de la rue. Chaque jour, le bureau du gouverneur est assiégé par des centaines de personnes venant de toutes les communes pour chercher une aide. Vous saurez que vers la fin du mois d'avril, 3 personnes dont un enfant de 8 mois ont trouvé la mort lors d'une bousculade au bureau de l'administrateur de Kirundo lorsque la population était venue chercher de la nourriture.

En province Gitega, un litre et demie d'essence qui coutait 6000 s'achète à 10000 Frs au marché noir dans des appartements des membres zélés du parti au pouvoir. La pénurie de ce produit et son coût exorbitant ont eu des conséquences sur le ticket de transport à partir de cette province du centre du pays. De la province Gitega vers la province de Makamba, le ticket de transport en commun est passé de 7000 à 18000 Fbu, il est passé de 5000 à 11000F vers la province de Rutana, de 6000 à 10000 Fbu vers Ruyigi, de 7000 à 10000 Fbu vers la province Muyinga et de 4000 à 7000 et 10000 Fbu vers la ville de Bujumbura suivant le type de transport emprunté.

En Mairie de Bujumbura, des files d'attente inhabituelles observées dans les arrêts bus de la capitale font penser à l'incapacité du pouvoir du CNDD-FDD en place à gouverner le pays et à répondre aux besoins élémentaires d'une population délaissée. Aux difficultés de survie existentielle liée à l'alimentation, aux soins de santé et aux loyers, les habitants de la capitale ne peuvent plus se déplacer vers l'intérieur du pays où certains s'étaient débrouillés en exploitant des propriétés foncières familiales. « Depuis la crise liée au manque de carburant dans la capitale, je ne peux plus me rendre chez-moi à l'intérieur du pays où j'ai pris l'option de défricher les champs laissés par mes parents. Je ne suis plus à mesure de payer le ticket de transport qui a presque triplé chez-nous», se lamente un habitant de la capitale originaire de la province Rutana.

En effet, à partir de la capitale Bujumbura, les tickets de transport en commun ont exponentiellement explosé. De la capitale Bujumbura à la province Rutana, le ticket de transport

est passé de 9000 Fbu à 16000Fbu; de la capitale à la province Muramvya, il est passé de 3000Fbu à 6000Fbu. De Bujumbura à Gitega, le ticket de transport en commun est passé de 6000Fbu à 12000Fbu. Un litre d'essence coûte désormais 4000 Fbu aux marchés noirs qui prolifèrent dans les quartiers de la capitale avec la bénédiction et la complicité de l'administration publique et de la police.

En réaction à la pénurie de l'essence dans les Stations-Service, le Ministre de l'Energie et des Mines Côme Manirakizaa a pris une décision référenciée 760/cab/710/2017 qui limite la durée des services comme si le problème central résidait dans la gestion de ce produit et non dans la pénurie.

Selon des experts et des exportateurs de carburant, le manque de devises ou la distribution sélective de ces devises aux exportateurs, les spéculations des responsables du parti au pouvoir qui veut en tirer le maximum de profits sont les principales causes de la pénurie. A l'hémicycle de Kigobe, les députés ont osé pointer du doigt les causes de cette pénurie en demandant au Ministre du commerce et de l'industrie qui avait répondu à une séance questions-réponses mardi le 24 avril 2017 pourquoi le nombre d'importateurs du carburant avait chuté passant de 10 à seulement deux à savoir inter pétrole et Delta.

Les pétroliers et certains députés dénoncent le manque de transparence dans l'octroi des devises, ce qui explique d'ailleurs le monopole accordé à ces deux sociétés uniquement. Les députés ont recommandé l'octroi équitable des devises et la réhabilitation du stock stratégique du carburant.

Conformément à la politique du mensonge et du montage instaurée par le pouvoir du troisième mandat de Pierre Nkurunziza, les Ministres de l'Energie et des Mines et celui du commerce et de l'industrie nient la pénurie de ce produit et rejettent la responsabilité aux gestionnaires des Stations-Services qui, selon eux, font des spéculations pour gagner plus!

Pour le sucre, la Ministre du commerce et de l'industrie rejette toujours la responsabilité aux autres et non à l'Etat lui-même. Pour elle, il faut chercher les causes de la pénurie du sucre dans les spéculations des commerçants. Elle reconnait quand-même que des listes des distributeurs de ce produit élaborées par les autorités à la base ne sont pas respectées par les gouverneurs des provinces et que la production n'est plus suffisante par rapport à la demande.

En réalité, constatent des analystes bien avisés, le problème réside dans le fait qu'il y a des fraudes tolérées et que la commercialisation de ce produit est le monopole des hautes autorités qui opèrent dans l'ombre même si la ministre et les députés n'ont pas voulu attaquer le mal dans ses racines. Actuellement, le sucre est introuvable et est vendu clandestinement par des responsables zélés du parti CNDD-FDD à l'étranger et dans le pays. Il est vendu entre 3000 franc bu et 3500 alors que le prix officiel est de 2340 franc par kg de sucre.

En définitive, l'activité économique est complétement paralysée au moment où le pouvoir du CNDD-FDD a mis en priorité des montages politiques pour faire échouer le processus de négociation entre protagonistes à Arusha en Tanzanie et pour désorienter les conclusions de la

rencontre des chefs d'Etat de l'EAC. Le manque d'électricité dans le pays est un autre grand facteur qui n'épargne pas l'activité économique d'un pays.

### II.2. Le manque d'électricité à l'origine de la baisse de l'activité économique au Burundi

La crise politique en cours au Burundi a aggravé le problème d'accès de la population à l'énergie électrique. Aujourd'hui, des quartiers entiers qui bénéficiaient de l'électricité n'en trouvent plus, ce qui a renforcé l'état de vulnérabilité des ménages qui vivaient grâce à des activités qui demandent de l'électricité. Les victimes les plus couramment citées sont des vendeurs des produits périssables comme le lait, les viandes, les légumes, les fruits sans oublier les soudeurs, les salons de coiffure, les détenteurs des moulins et d'autres services. Mais en réalité, l'électricité joue un rôle central dans notre vie, que ce soit à la maison, au travail ou pour la prospérité de notre pays.

En Mairie de Bujumbura, les habitants des quartiers contestataires du troisième mandat de Pierre Nkurunziza considèrent le manque d'électricité dans leurs quartiers comme une forme de punition : « Nous ne comprenons pas pourquoi des quartiers ne manquent jamais d'électricité alors que les nôtres peuvent passer plus de quatre jours sans électricité. Avant, il y avait un programme de délestage mais aujourd'hui ce n'est plus le cas. La REGIDESO ne respecte plus le principe d'équité dans la distribution de ce produit aussi important. Quelle injustice ? », se lamente un habitant de la zone urbaine de Bwiza.

« J'ai été obligée d'abandonner mon atelier de soudeur parce que je suis incapable d'acheter un groupe électrogène comme d'autres l'ont fait. Dans mon atelier, je gagnais suffisamment d'argent et faisais vivre ma famille mais maintenant, je suis contraint de travailler dans les ateliers d'autres personnes pour avoir quoi manger. Mes enfants ont abandonné l'école car je ne suis plus capable de payer leurs études. Ma famille est retournée à la campagne parce que je n'étais plus capable de louer une maison » vocifère un soudeur rencontré en zone urbaine de Buyenzi, Mairie de Bujumbura.

Le problème de manque d'électricité a touché aussi les ménages de petits vendeurs de lait et détenteurs de salons de coiffure dans différents quartiers de la Mairie de Bujumbura. Beaucoup d'entre eux nous disent avoir été contraints de remettre les maisons louées pour ne pas continuer à payer des taxes à la Mairie et des frais de loyers alors que leurs activités étaient paralysées.

L'accès à l'électricité est un problème qui se pose avec acuité dans les provinces de l'intérieur du pays. La population rurale qui représente plus de 90 % de la population manque de raccordements électriques. Parfois des installations électriques passent au-dessus des habitations pour servir les centres urbains, sans que les ménages de la campagne en bénéficient.

En province Cibitoke, des lamentations de la population de la commune Rugombo fusent de partout. Au moins trois mois viennent de se passer sans électricité dans cette partie du pays et les conséquences sont désastreuses sur la survie des ménages de la localité. Les habitants ne cessent de demander la cause de ce problème mais ne trouvent pas d'explication. Certains administratifs se contentent de dire que ce maque d'électricité est la conséquence des sanctions économiques et

financières décidées par les partenaires consécutivement à la crise créée par le troisième mandat du Président Pierre Nkurunziza.

De son côté, la REGIDESO continue de trouver de bonnes stratégies pour maximiser les recettes provenant du peu de ressources dont elle dispose. Au moment où le système de cash power est en marche depuis quelques années dans la capitale Bujumbura, il vient d'être instauré dans les provinces de l'intérieur du pays. Néanmoins, des bénéficiaires se lamentent car l'entreprise n'a pas prévu des points d'achat des unités de recharge. Les gens sont obligés de descendre à Bujumbura pour s'en procurer ou utilisent des téléphones pour en avoir, ce qui constitue une double dépense. En plus que le système n'est pas une solution au problème de manque criant d'électricité en cours dans le pays !

#### CHAPITRE III: LES DROITS A L'EDUCATION ET A LA SANTE MENACES AU BURUNDI

### III.1. L'éducation nationale en danger de destruction au Burundi

« Si vous voulez détruire un pays, inutile de lui faire une guerre sanglante qui pourrait durer des décennies et couter cher en vies humaines. Il suffit de détruire son système d'éducation et d'y généraliser la corruption. Ensuite, il faut attendre vingt ans et vous aurez un pays constitué d'ignorants et dirigés par des voleurs. Il vous sera facile de les vaincre », confia un sage chinois à son Empereur, il y de cela plusieurs siècles.

Selon un expert de l'éducation contacté dans la capitale du Burundi, « le pouvoir du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza semble déterminé à détruire toutes les valeurs humaines qui fondent la nation burundaise. Il impose un régime qui détruit tout y compris l'éducation des enfants. Les écoles et les universités publiques ne sont plus des places du savoir et de la connaissance mais des endroits où se jouent des politiques. Il faut être du parti au pouvoir au risque de ne pas y avoir une place et ceci concerne non seulement les enseignants et l'administration scolaire mais aussi les élèves et les étudiants. Des élèves, étudiants et des enseignants ont déjà fait objet d'arrestations en pleine classe, par des commandos du SNR et de la police qui n'hésitent plus à mener des assauts dans les enceintes des écoles ».

De jeunes élèves et étudiants remplissent les prisons du pays accusés d'avoir manifesté contre le troisième mandat en avril-mai 2015. D'autres ont suivi leurs parents qui ont été contraints de prendre le chemin d'exil vers différents camps de réfugiés installés dans différents pays d'Afrique dont principalement le Rwanda, la RDC et la Tanzanie où ils croupissent dans la misère et le désespoir et où des escadrons de la mort du régime continuent à les poursuivre et à les pourchasser.

## > Revendication sociale légitime et répression politique sévère contre les étudiants

Dans les universités publiques burundaises, la revendication sociale des étudiants commencée le 05 avril 2017 contre la mesure de pré-bourse décidée par le président Pierre Nkurunziza a fait face à une répression politique très sévère. Des étudiants ont été arbitrairement arrêtés et emprisonnés en violation fragrante des textes et lois nationaux et internationaux dont la constitution du Burundi, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits

économiques, sociaux et culturels qui reconnaissent le droit de grève et des manifestations pacifiques.

La chasse aux étudiants a commencé après la sortie de la lettre ouverte des étudiants adressée au Président de la République Pierre Nkurunziza, en date du 09 mars 2017, qui prévenait à ce dernier qu'une grève illimitée allait être organisée si la mesure ci haut évoquée n'était pas suspendue.

Le 16 mars 2017, cinq représentants des étudiants dont trois de l'UB et deux de l'ENS ont été arrêtés parce qu'ils sont accusés de préparer des mouvements insurrectionnels pour protester contre la nouvelle mesure d'octroi des bourses d'études en pré-bourses. C'est ainsi que les cours ont été alors suspendus l'après-midi du16 mars 2017 pour réclamer leur libération. Ils ont par la suite été relâchés dans la soirée du même jour après des heures d'interrogatoire au bureau du SNR.

Les 28 et 29 mars 2017, 5 autres étudiants ont été arrêtés sur le boulevard du 28 novembre, Mairie de Bujumbura. En date du 28 mars 2017, Élysée Dushime, étudiant à la faculté d'Economie, département des Finances et Comptabilité à l'UB a été enlevé tout près de chez-lui sur l'avenue de l'Université et conduit manu militari aux cachots du SNR. Le lendemain, ce sera le tour du secrétaire général adjoint de la représentation des étudiants et ses trois compagnons à être arrêtés et conduits à la prison de Mpimba.

La chasse a continué au mois d'avril 2017 : Le 9 avril 2017, Jean Bosco Bakanibona, délégué à la faculté de droit de l'UB a été arrêté par les agents du SNR et embarqué à bord d'un véhicule immatricule B2756A au quartier Nyakabiga III, tout proche du campus Mutanga et conduit au cachot du SNR.

Le 14 avril 2017, c'était le tour de Jean-Claude Hatungimana alias Kabizi, étudiant à l'UB, faculté d'économie bac II. La victime est arrêtée par des policiers de l'API à bord d'un véhicule immatriculé D 4930 A sur l'avenue Muyinga, tout près de l'IPA, Mairie de Bujumbura. Il a été conduit à l'un des cachots du SNR.

Le 20 avril 2017, Egide Nimenya, délégué des étudiants de deuxième année en Psychologie à l'UB est kidnappé par des inconnus tout près de l'hôpital Prince Régent Charles en zone urbaine Buyenzi.

A côté de la répression policière, l'administration rectorale n'a pas croisé les bras. Elle a à maintes reprises tenté de diviser les étudiants dans le but de casser le mouvement au lieu de chercher des solutions viables et durables. Des communiqués sur communiqués, elle a menacé de chasser les étudiants qui ne répondent pas à la volonté du pouvoir et de l'administration.

Ainsi, en date du 12 avril 2017, huit étudiants Pacifique Ndayishimiye, Evrard Gashirahamwe, Epimède Kwizera, Emery Ncutinamagara, Jean Bosco Bakanibona, Désiré Havyarimana, Patience Mbonabuca et Aloys Bigirimana, tous occupant des postes de délégués des étudiants ont été renvoyés de l'UB accusés d'avoir falsifié des signatures sur la correspondance adressée au président Pierre Nkurunziza. Certains parmi ces étudiants ont fait objet de filature au point qu'ils ont été contraints de fuir le pays.

A l'ENS, la même mesure est prise à l'endroit de trois étudiants Syldie Nduwimana, vice-président de l'Association des Etudiants de l'ENS « ASEFED Imboneza », Aaron Nduwayezu, délégué et président du comité exécutif de la même association et Gustave Ndenzako, président du comité du conseil social et de discipline, en date du 24 avril 2017. Au même moment, la directrice générale de cette institution décide de suspendre l'association.

### L'égalité des chances pour accéder à l'ECOFO mise à l'épreuve

Dans les écoles fondamentales créées dans la précipitation et l'impréparation par le pouvoir en place, la qualité de l'enseignement n'est plus une priorité. Le parti au pouvoir CNDD-FDD considère plutôt ces écoles comme des sources de revenus pour sa survie et son fonctionnement. Non seulement ces écoles ne reçoivent plus de financement de la part du gouvernement mais ces écoles doivent payer au moins 2000Fbu par élève au profit du Ministère de tutelle en plus d'autres contributions au profit de l'administration scolaire locale et du fonctionnement interne. Chaque année, tous les parents doivent débourser des montants énormes pour payer les fournitures, photocopies des examens, transport, le service de garde, l'uniforme, etc. La gratuité de l'enseignement prônée par le premier mandat du Président Pierre Nkurunziza n'est plus une préoccupation du « mandat de Dieu » comme il appelle son troisième mandat. Pourtant, c'est bien évident, l'accessibilité à l'éducation pour tous est rendue possible grâce à la gratuité scolaire pour les enfants et adolescents.

Suite à ce problème de moyens, de pauvreté grandissante dans les ménages burundais, des effectifs d'enfants ont abandonné l'école. Au moment de la rentrée scolaire de chaque période, plusieurs enfants des familles pauvres sont restés à la maison alors qu'ils possèdent le droit à une éducation gratuite, selon la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

L'égalité des chances n'est plus rassurée, le fossé entre les pauvres et les riches est profondément creusé au Burundi au moment où ceux qui le gouvernent rassuraient être sensibles à cette question du moment que eux-mêmes sont d'origine de ces familles pauvres longtemps opprimées. La gratuité est en effet supposée être le fait de retirer toutes les contraintes de l'éducation, et ce, en dépit du statut socio-économique ou résidentiel des parents. Un enfant n'a pas à subir la pauvreté ou l'angoisse de la pauvreté de ses parents. L'autorité publique a le devoir de protéger la scolarité saine de ses enfants. Et cela est possible si cette autorité est consciente de la raison d'être là en tant que telle.

Le troisième mandat est là pour être là, ce qui importe pour ses dirigeants, c'est rester au pouvoir et mâter les opposants et présumés opposants, constatent des parents dont les enfants ont abandonné l'école suite à la crise politique de 2015 qui a entrainé un lot de malheurs au peuple burundais.

La toute nouvelle province de Rumonge, située au sud du pays, enregistre plus de 3000 cas d'abandons scolaires au cours de ce premier trimestre de l'année scolaire 2016-2017. Cette province comprend 5 communes à savoir Burambi, Bugarama, Buyengero, Muhuta et Rumonge.

Trois communes parmi elles, à savoir Rumonge, Muhuta et Bugarama se trouvent le long du lac Tanganyika. La population de ces communes est habituée à vivres grâce aux activités commerciales, d'autres ne vivent que des activités du lac ou exclusivement de la pêche dans ce même lac. Deux autres communes appartiennent à la région naturelle de Mumirwa. Il s'agit des communes Burambi et Buyengero.

Cette position de la province de Rumonge constitue pour certains un avantage mais pour l'éducation, elle ne l'est pas pour autant.

D'après des données statistiques de la direction provinciale de l'enseignement à Rumonge 3208 élèves et écoliers ont abandonné l'école au cours de ce premier trimestre de cette année scolaire 2016-2017 soit 10 % des effectifs. Le gros des abandons se remarque au niveau des écoles fondamentales tandis que du côté des écoles post fondamentales, la direction n'a enregistré uniquement que quelques 332 cas d'abandons, un chiffre qui représente selon les autorités de cette direction 2 .14%.

Les responsables scolaires dans cette province disent que les principales causes de ce phénomène d'abandons scolaires sont entre autre des mariages précoces: beaucoup de jeunes filles se marient avec des commerçants, d'autres avec des pêcheurs. Elles ne parviennent pas à résister aux sollicitations de ces catégories d'hommes souvent à cause de l'argent tirés des activités de pêche ou du commerce.

La pauvreté de certaines familles constitue un frein à l'éducation de leurs enfants. Le départ de certains parents en exil dans les pays limitrophes, des grossesses non désirés et l'inadaptation pour certains enfants à la nouvelle réforme de l'école fondamentale y sont également pour quelque chose, selon les mêmes responsables. La démotivation liée au chômage de leurs aînés est une autre cause profonde de ces abandons.

Devant cette situation jugée trop alarmante par le directeur provincial de l'enseignement de Rumonge, Adrien Sabushimike interpelle parents et responsables administratifs à aider cette direction pour freiner ce phénomène.

Ce phénomène s'observe dans tout le pays à des degrés variés. La famine qui sévit ces derniers temps dans toutes les provinces du pays en est le principal catalyseur.

#### III.2. La santé publique sous le poids de la corruption et du délaissement au Burundi

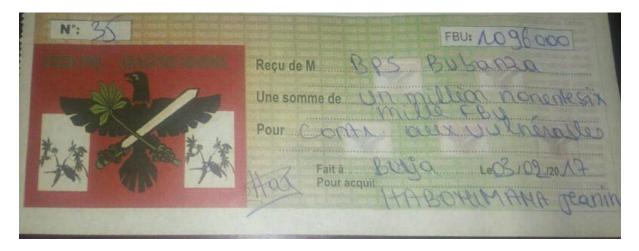
Au moment où la population dont principalement les enfants souffrent de malnutrition et de l'épidémie de paludisme, et dans un contexte de pénurie de réactifs pour le test de cette épidémie dans des centres de santé du pays, et malgré les nombreux besoins de santé qui s'observent dans différentes structures de soins, les Districts de santé continuent la collecte des fonds pour financer les activités de la jeunesse Imbonerakure du parti CNDD-FDD.

Dans notre rapport du mois de mars 2017, nous vous avions montré un tableau qui relevait les montants que chaque District sanitaire devrait payer comme contribution aux activités du parti CNDD-FDD. Un montant de trente-six million huit cent dix-huit mille cent (36 818 100Fbu) était attendu sur les comptes de ce parti en provenance de ces différents districts sanitaires.

Comme le montrent les reçus suivants, les trois districts de Rutana, de Kirundo et de Bubanza se sont acquittés de l'exigence du parti au pouvoir.







Ces contributions en faveur du parti au pouvoir se font au moment où le gouvernement du Burundi ne parvient pas à honorer l'engagement de contrepartie à payer conformément à l'engagement conclu entre le FM et le Ministère de la Sante Publique et de la lutte contre le Sida avec le Ministère des Finances et de la Planification Economique, signé le 18/09/2014 en rapport avec le financement de trois maladies VIH, Paludisme et tuberculose. En outre, le pays est dans l'incapacité financière pour augmenter remarquablement l'investissement stratégique dans la lutte de ces 3 maladies pour garantir la bonne santé des citoyens.

Les allocations du Fonds Mondial pour la lutte contre les trois maladies (VIH Sida, Tuberculose, Paludisme) sur les trois années 2015, 2016, 2017 sont de 128 130 970 USD et la durée de vie des subventions est de trois ans qui correspond à la durée du cycle de reconstitution des fonds du Fonds Mondial.

Les programmes nationaux soutenus par le FM doivent satisfaire aux exigences du financement de contrepartie en respectant le seuil minimum de contribution de 5% pour chaque maladie et que le seuil est respecté par le Burundi.

Pour le Paludisme, le gouvernement s'est engagé en 2015 de contribuer à hauteur de 4 649 832 000, en 2016 : 4 952 500 000 et 2017 : 5 567 500 000

Pour la Tuberculose, le pays s'était engagé à payer en 2015 = 77 589 603, 77 589 603 en 2016 et 77 589 603 en 2017

Pour le VIH/SIDA, le gouvernement avait accepté de contribuer à hauteurde1 883 650 000 en 2015, 2 395 650 000 en 2016 et 2 907 650 000 en 2017

Comme rappel, il faut souligner que les allocations du Fonds Mondial pour la lutte contre les trois maladies sur les trois années 2015, 2016, 2017 sont de 128 130 970 USD et sont consommés à la hauteur de moins de 40% alors que la durée de vie des subventions ne se limite qu'au mois de décembre 2017.

Selon des sources au sein du Ministère concerné, c'est un constat amer et c'est déplorable de constater que les frais des contribuables en provenance des Bureaux Provinciaux de Santé (BPS) se retrouvent dans les caisses du parti CNDD-FDD alors que la population burundaise souffre de malnutrition chronique, de paludisme et d'une pauvreté indicible. En plus, les hôpitaux commencent à prendre des mesures obstruant l'accès aux soins de santé par l'arrêt de l'approvisionnement de quelques produits et autres intrants médicamenteux faute de moyens. Le cas récent est celui de l'Hôpital Prince Régent Charles (HPRC) qui, à travers ses dirigeants, a pris des mesures obstruant l'accès aux soins de santé pour les usagers de ces structures sanitaires faute de moyens financiers. Tout cela ne gêne en rien le pouvoir du troisième mandat de Pierre Nkurunziza.

#### CHAPITRE IV. MESURES CONTROVERSEES DANS LA GESTION DES MARCHES COMMUNAUX

# IV.1. Rupture des contrats de gestion privatisée des marchés communaux et ses répercussions sur la santé financière des communes

Dans une correspondance adressée aux différents gouverneurs de province et à Monsieur le Maire de la ville de Bujumbura, en date du 9 novembre 2017, le Ministre de l'intérieur et de la formation patriotique a rappelé les recommandations de la retraite gouvernementale en ce qui concerne la gestion des marchés communaux. Les gouverneurs et le Maire de la ville sont interpellés à mettre en application les mesures de révision des contrats d'affermage des marchés communaux en tenant compte des recettes réalisées lors de la journée témoin, l'interdiction de privatisation des marchés communaux jusqu'à nouvel ordre et le non renouvellement des contrats d'affermage qui arrivent à terme.

D'après des analystes qui observent la mise en application de la mesure, cette dernière vient renforcer les malversations économiques et la corruption en cours dans le pays. Le parti au pouvoir CNDD-FDD ne vise qu'à contrôler et à prendre en main toute l'économie nationale et à collecter toutes les richesses du pays en sa faveur.

Dans certaines communes du pays, la mesure a été mise en application alors que dans d'autres elle ne l'a pas été. Là où les actionnaires sont des proches et fidèles du pouvoir, la mesure n'a pas été appliquée, selon des constats déjà faits par des observateurs indépendants.

1°En Mairie de Bujumbura, la mesure a été mise en application dans la plus grande précipitation sans aviser les concernés depuis le 31 mars 2017. Les activités se sont déroulées au marché de Ruvumera et le marché nommé COTEBU gérés tous les deux par la société burundaise des services (SOBUSE). Il était aux environs de 9h lorsque les agents de la Mairie ont débarqué au marché de Ruvumera accompagnés par une cohorte de policiers bien armés. Ils ont trouvé le bureau de la SOBUSE encore fermé. Le président de la société n'était pas encore présent au bureau. Les policiers ont usé de leur force pour ouvrir la porte du bureau. Les travailleurs de la SOBUSE qui étaient sur place étaient tellement en colère qu'ils n'ont pas pu s'exprimer sur la situation, ils étaient tous ébahis par ce qui se passait.

"S'ils pensent qu'ils sont traités injustement, ils n'ont qu'à aller se plaindre, la Mairie répondra", déclara Ir Ramadhan Nkurikiye qui représentait la Mairie pendant ces travaux de reprise par force de la gestion du marché Buyenzi.

Selon Noel Nkurunziza, représentant de l'Association Burundaise des Consommateurs(ABUCO), le gouvernement devrait quand même user de la transparence envers les responsables des sociétés qui gèrent ces marchés comme ça a été lorsqu'il leur a remis cette responsabilité. Cette mesure devrait s'appuyer sur une étude bien approfondie qui évalue objectivement ces sociétés de gérance privées. Le gouvernement n'avait pas besoin de reprendre par force la gestion de ces marchés.

"Ce qui est triste dans tout cela, c'est que ce changement brusque va engendrer la hausse des locations des stands, par conséquent, la hausse des prix des produits alimentaires. Et c'est le consommateur qui va payer les pots cassés alors qu'il en était pour rien », renchérit Noel Nkurunziza.

Signalons que chaque stand va désormais payer 6000fbu par mois de taxe alors qu'avant, il valait 3000fbu à la société de gestion. Les commerçants se lamentent à cause des mesures qui sont prises du jour au jour de façon unilatérale par le gouvernement. D'après eux, la vie continue à devenir très chère. La plupart de ces commerçants déclare qu'ils vont fermer leurs stands et retourner chez eux à l'intérieur du pays.

Le président de l'ABUCO trouve que la reprise de ces marchés ne va pas être bénéfique au pays mais qu'elle veut promouvoir et renforcer les malversations financières et la corruption au lieu de les combattre.

2°En province Rutana, depuis que les communes ont repris le contrôle des marchés au détriment des privés, les choses ont lamentablement changé. Au marché central de Rutana, les frais de location des échoppes sont passés du simple au double. Ainsi, une échoppe est passée de 10000fbu par mois à 20000fbu tandis qu'un kiosque en bois est passé de 5000fbu à 10000fbu.

Des articles comme les tôles et matelas dont les taxes étaient seulement à l'OBR, l'acheteur doit payer à leur sortie 500 fbu par pièce.

Cette mesure a eu pour conséquence immédiate le retour aux transactions frauduleuses que la commune ne parvient pas à contrôler et les percepteurs deviennent complices pour leurs intérêts directs.

**3**° En province Gitega, la décision de l'Etat de remettre les marchés aux mains des communes n'a pas été mise en application. Certaines autorités communales contactées disent que les contrats avec les gestionnaires privés ne sont pas encore terminés, mais ne précisent pas les délais d'expiration des contrats. En réalité, révèlent certaines sources au sein de l'administration, la vraie raison est que les actionnaires privés sont les membres influents du parti au pouvoir qui donneraient de fortes

contributions à la caisse du parti au pouvoir. Les surveillants et veilleurs des marchés sont les jeunes Imbonerakure du parti au pouvoir. Les mêmes sources s'inquiètent des grandes pertes qu'enregistrent les communes au profit d'un groupe de gens.

4° En commune et province Rumonge, l'administration communale a choisi de voir à la hausse les redevances communales pour tous les marchés de la commune. En effet, depuis l'année 2003, huit sociétés privées exploitent ces marchés .Elles font la collecte des taxes sur tous les produits vivriers, les produits de pêche, les matériaux de construction dans 6 zones de la commune Rumonge.

Chaque société doit payer une certaine somme d'argent destinée à la redevance communale en fonction du contrat qu'elle a signé avec la commune Rumonge. Des sources proches des membres de ces sociétés disent qu'avant 2015, les recettes communales issues des redevances communales tournaient autour de 16 à 18 millions de franc bu par mois. Mais des échauffourées ont chaque fois eu lieu entre les sociétés et les autorités communales qui voulaient faire une révision à la hausse des redevances sans tenir compte de la conjoncture économique actuelle. Tout nouvel administrateur avait la mission de procéder à une révision des redevances sous peine de résilier les contrats.

Des dossiers judiciaires ont d'ailleurs été ouverts contre la commune. Certaines sociétés ont vu que leurs intérêts étaient menacés et des fois elles obtenaient gain de cause, la commune se voyait dans l'obligation de revenir à la raison pour respecter les contrats ou privilégier un règlement à l'amiable à défaut de payer de lourdes indemnités. Dans l'idée des autorités du CNDD-FDD, ces sociétés constituent des sources d'enrichissement formées sous le pouvoir de l'UPRONA et doivent par conséquent être rapidement balayées.

Il fallait interrompre ces contrats pour récupérer ces marchés afin de les distribuer aux membres du parti au pouvoir mais cela n'a pas été toujours facile puisque la plupart des contrats entre la commune Rumonge et ces sociétés s'étalaient sur de longues périodes allant de 15 ans à 20ans.

En 2017, la même opinion refait surface. Même si la décision du Ministre n'a pas encore été appliquée dans certaines communes, l'administration de la commune Rumonge a saisi la balle au bond, au lieu de reprendre par force la gestion des marchés, elle a procédé à la révision à la hausse des redevances communales pour contourner les affaires en justice qui peuvent lui causer du tort.

Les recettes sont donc passées de 18 millions à 25 450 000 Fbu par mois. D'après un des présidents des sociétés exploitants les marchés de la commune qui a préféré gardé l'anonymat, les sociétés ne sont pas capables de payer ces redevances mais elles ont été contraintes d'accepter pour ne pas les perdre. Il craint qu'une société qui ne sera pas à mesure de payer ces nouvelles redevances, soit immédiatement renvoyée sans aucune autre forme de procès.

Les sociétaires disent que c'est cette astuce qui semble être mise en jeu dans les coulisses pour obtenir la récupération de ces marchés. Elles affirment que le manque à gagner sera énorme pour

les sociétaires et leurs employés qui pourraient perdre du travail sans parler du nombre de familles dont le pouvoir d'achat va être affecté. Avec la récupération des marchés des communes, le pouvoir cherche encore une fois à instrumentaliser la corruption, les fraudes et des détournements des recettes communales.

Aujourd'hui, toutes les redevances communales étaient canalisées sur un compte unique de la commune sans passer par des intermédiaires, ce qui n'a jamais plu aux autorités du pouvoir CNDD-FDD, selon certains exploitants des marchés de la commune Rumonge. Voici un tableau récapitulatif des redevances communales mensuelles payées par chacune des 9 sociétés exploitantes des marchés en commune Rumonge.

Numéro	Sociétés	Redevances en franc bu
1	SEMARUPI	6 000 000
2	SECURU	2 5 00 000
3	SEDEV	1 000 0000
4	SEMAGA	2 5 00 000
5	SEMAKI	2 000 000
6	SEMAMI	2 000 000
7	COGEMAKI	3 750 000
8	SEMABU	2 8 00 000
9	RUBUKO	2 900 000
10	TOTAL	25 450 000

Des sources de la commune Rumonge affirment que cet argent n'est pas géré pour l'intérêt de la commune mais qu'il est vite récupéré par le parti CNDD-FDD qui l'utilise pour ses propres profits.

**5**° En province Bujumbura, notre source nous indique que la mesure de retirer les marchés a été bel et bien mise en application. Les actionnaires des différents marchés qui appartiennent en majorité à des partis de l'opposition vivent la peur dans le ventre et n'osent pas réclamer de peur d'en subir des représailles. Ils témoignent avoir encaissé des pertes lourdes sur leurs capitaux d'investissements mais qu'ils sont contraints de prendre une position résignée face un pouvoir qui sème la terreur.

Aujourd'hui, ce sont les jeunes Imbonerakure en complicité avec l'administration locale fortement politisée qui font la gestion de ces marchés en dehors de toute norme et imposent des taxes, comme bon leur semble. Notre source nous indique que la population traumatisée a peur d'aller acheter ou vendre sur les marchés à cause de hausse des taxes au profit des agents de l'administration, de la police et des jeunes Imbonerakure. « Lorsque vous arrivez au marché et même en cours de chemin, vous pouvez rencontrer un policier ou un jeune Imbonerakure qui vous exige de payer une certaine somme d'argent en guise de taxe et vous êtes obligés de payer au risque d'être frappé ou de vous voir retirer le produit. Moi, j'ai dû payer 2000 Fbu de taxe sur un régime de banane à un policier et un Imbonerakure que j'avais croisé en cour de route vers le marché de Rwibaga », regrette un habitant qui vit non loin de ce marché.

6°La mesure n'a pas été mise en application au marché urbain de Ngozi qui est sous la gestion d'une association appelée en sigle "SOGEMANGO". Certains actionnaires dénoncent l'ingérence des agents de l'administration et des personnalités influentes du parti au pouvoir qui imposent à la Société une dynamique de gestion de ce marché pour pouvoir soutirer leurs intérêts personnels. Ainsi, malgré que le marché est sous la gestion de l'association, les commerçants donnent 8000F /mois destinés aux veilleurs de nuit alors que c'est la Société qui devrait s'occuper de la sécurité et du gardiennage du marché, selon eux. Les camions qui transportent les denrées alimentaires sont taxés doublement. Une part pour la commune et une autre part pour la Société. Et ces taxes varient suivant la qualité et la quantité de marchandises transportées. Selon des sources sur place, des commerçants ont fermé leurs stands et sont retournés chez eux pendant que d'autres ont pris la route vers d'autres pays étrangers disant que le commerce est impraticable pour le moment au Burundi.

Pour les autres marchés en province Ngozi, la gestion est faite par des commissions mises en place par les administratifs communaux car ces marchés ne génèrent pas beaucoup de profil et aucun actionnaire ne peut accepter de les louer.

7° En commune Matana, province Bururi, 21 travailleurs ont été chassés le 31 mars 2017 de la Société de Gérance du Marché de Matana (SOGEMAT). Ils ont été chassés verbalement sans aucune autre forme de justice. En effet, selon des sources sur place, le marché a été récupéré par la commune faisant fi des actionnaires qui ont accompagné la gestion de ce marché depuis l'an 2005. Ainsi, 27 membres du CNDD-FDD ont été recrutés par la commune qui a eu le soin d'ajouter 4 membres du parti politique UPRONA reconnu par le régime.

Selon des informations recueillies sur place ce marché a été construit en 2005 sur le financement de la Banque Mondiale à la hauteur de 95% du coût total des travaux. Les 5% restants devraient provenir de la commune, selon les prévisions de la BM. Comme la commune était incapable de payer ce montant, elle a fait recours à l'intervention des natifs de la commune avec condition que les contribuables allaient automatiquement devenir des actionnaires du marché. La commune a par conséquent dû contribuer à hauteur de 1.800.000Fr au moment où les actionnaires ont donné

34.000.000Frbu. Ces derniers en ont encore ajouté une caution de 7.000.000Frbu. C'est ainsi que le marché moderne de la commune de Matana commença ses activité le 1<sup>er</sup> août 2005.

Un agent de la commune n'a pas hésité de menacer le personnel chassé et les actionnaires en leur disant qu'ils ont eu la chance que le marché n'ait pas été brûlé comme d'autres. Rappelons que plus d'une vingtaine de marchés dont le marché central de Bujumbura a été incendié pendant le régime du CNDD-FDD en place depuis 2005.

### IV.2. Mobiles de l'instauration du mode de gestion privatisée

Le Manuel des Procédures Administratives et Financières Communales qui est un ouvrage précieux pour les collectivités locales et la décentralisation en générale, consacre tout un chapitre (chap.VI) à la gestion des services publics locaux. C'est ce chapitre qui propose un mode de gestion privatisée des marchés communaux dans le but d'accroître les recettes communales et de pouvoir faciliter l'élaboration du budget communal, étant donné que le gros des recettes communales proviennent des marchés.

L'affermage est le contrat par lequel une commune confie à un opérateur économique la gestion d'un service assuré avec des ouvrages et équipements remis par la commune. Le fermier exploite le service à ses risques et périls, restitue les ouvrages et équipements dans leur état d'origine, ce qui évite à la commune de pratiquer des amortissements, et verse une redevance d'usage à la commune. Le fermier est rémunéré par l'exploitation du service.

C'est dans ce contexte que les marchés communaux qui, pour la plupart ont été construits de façon moderne, ont été gérés depuis l'année 2010. La valeur de chaque marché a été estimée après des séances de collectes de taxes par des équipes privées sous la supervision des cadres du département des finances communales avec le concours et l'appui financier du PABG/GN dans ce qu'on a appelé « semaines témoins ».

Ce système de gestion avait tellement connu des succès de telle façon que les recettes communales avaient, pour plusieurs cas, triplé et même quadruplé par le versement des redevances sur les comptes communaux en banques. Les percepteurs et les comptables ne pouvaient plus manipuler à leur guise l'argent liquide et en faire une gestion familiale. Les arriérés de salaires du personnel communal et des dettes envers des fournisseurs de service avaient été payés. Une gestion transparente a abouti à l'évaluation annuelle des performances et des communes ont travaillé en compétition.

Les contrats d'affermage s'étendaient sur une dizaine d'années en général et stipulaient que la rupture de contrat par l'une des parties donnait lieu à des indemnités. Faute de rompre les contrats, l'administration communale sous la pression du conseil communal dominé par le parti au pouvoir met en difficulté les actionnaires et/ou décide carrément de s'ingérer pour gérer eux-mêmes ces marchés, malheureusement pour leurs intérêts personnels et non de la commune.

## CHAPITRE V : D'AUTRES FAITS EN RAPPORT AVEC LES DROITS DE L'HOMME ET LA GOUVERNANCE LOCALE

### Des éleveurs de vaches empêchés de vendre librement le lait

En date du 11 avril 2017, l'administration de la commune Ruhororo, province Ngozi, dirigée par Mamerthe Birukundi a obligé les éleveurs de vaches de ladite commune de ne pas vendre le lait aux particuliers mais d'acheminer le lait à la coopérative nouvellement construite au chef-lieu de la commune. Les éleveurs sont pour le moment mécontents de voir que le prix d'un litre de lait est indiscutable car la coopérative se réserve le droit de fixer le prix. Les informations recueillies auprès des éleveurs confirment que la décision a été prise sous prétexte que la coopérative va donner trois pour cent par litre de lait à la commune. Pour intimider les éleveurs, l'administrateur communal les a avertis une fois pour toute que celui qui n'aura pas respecté ladite décision sera sanctionné par une amende de 150000Fbu.

### Le chômage : une fatalité pour la jeunesse burundaise

Le gouvernement du Burundi organise des ateliers de formation pour les jeunes chômeurs. Les formateurs leur décrivent les préalables de tout investissement durable. Il s'agit des contraintes et exigences de la création d'entreprise. Ils sont formés sur la façon d'étudier à l'avance les chances de réussite d'un projet avant d'engager les fonds ou d'aller solliciter des crédits auprès des banques. Les formateurs invitent les jeunes à lutter contre la pauvreté et le chômage. Néanmoins leur formation n'est qu'une perte de temps pour remplir leur agenda! Les jeunes chômeurs se lamentent toujours qu'ils ont le problème d'hypothèque et qu'ils sont confrontés au grand défi pour l'accès au crédit bancaire nécessaire pour le démarrage d'une entreprise. Ils réclament la mise sur pied d'un fonds de garanti pour le soutien des jeunes entrepreneurs. Après la formation, les jeunes hommes retournent dans le chômage sans aucune assistance. Ils disent ne pas avoir où tirer le capital et regrettent d'être habitués au malheur qui les frappe comme si c'était une fatalité.

#### La politisation des élèves, une triste réalité au Burundi

En date du 25 avril 2017, les des écoles secondaires de Gitega n'ont pas fonctionné. Les élèves ont été sommés de participer aux travaux de campagne sur une université privée parce que le Président de la république Pierre Nkurunziza avait été associé à cette activité. Les élèves ont raté les cours de la journée au moment où l'autorité scolaire craint que les programmes ne puissent être achevés à cause des manuels post-fondamentales qui sont arrivés dans les écoles très tardivement.

## Des policiers obstacles de la survie financière et alimentaire des citoyens

- ➢ « C'est la police qui m'a mis dans la rue pour quémander », se lamente une mère prénommée Anne retrouvée à côté de la banque BCB en plein centre-ville en train de mendier un bébé de 3 mois au sein et trois autres enfants autour d'elle. « J'étais vendeuse de tomates et je parvenais à nourrir mes enfants et à louer une chambrette à 5000. Soudain, j'ai heurté des policiers qui m'ont mis au cachot pendant 3jours m'accusant de faire du commerce illégalement. J'ai payé 10000fbu pour être libéré. Je suis par après tombée malade suite aux mauvais traitements que j'avais subis au cachot et j'ai dépensé les 5000 Frs qui me restaient en achetant les médicaments. Le reste de mes tomates s'étaient abimés au moment où j'étais au cachot. Maintenant, je n'arrive plus à avoir le capital pour travailler de nouveau! J'ai passé toute la nuit sans rien mangé alors que j'allaite! S'il vous plait, achète- moi de la nourriture pour que je partage avec mes enfants. »
- Richard et ses deux amis s'étaient mis ensemble pour vendre les haricots qu'ils importaient à partir du nord et de l'est du pays. Pas mal de sacs ont été confisqués par la police en leur disant qu'il est interdit de faire descendre les marchandises de l'intérieur du pays à Bujumbura. « C'était le seul moyen que nous avions trouvé pour gagner notre vie difficile. Et voilà, notre capital a été pris par la police, et pourtant ceux qui sont dans le parti au pouvoir n'ont pas le même problème que nous. Ils importent de l'intérieur du pays tout ce qu'ils veulent et en plein jour », se plaint un des amis de Richard. Les autres jeunes qui se mettent ensemble pour exercer un projet n'ont de chance de progresser à cause des taxes très élevées qu'ils doivent à l'État. « Curieusement, les jeunes Imbonerakure sont permis de tout faire, même voler. Nous avons compris par après que les policiers qui nous avaient confisqué nos marchandises nous avaient présumés d'opposant politiques au pouvoir en place » a renchéri notre interlocuteur. Insensibles à la misère des gens, la violence policière contre de petits vendeurs ambulants est une triste réalité dans différents centres urbains du Burundi!

#### Des fonctionnaires harcelés en milieu de travail

Le troisième mandat controversé a aggravé les attitudes divisionnistes et d'intolérance qui dormaient dans les esprits de certaines autorités issues du parti CNDD-FDD. Aujourd'hui, des fonctionnaires présumés être contre le pouvoir en place sont régulièrement victimes de harcèlements de la part de leurs chefs hiérarchiques. Ces derniers les obligent notamment de violer délibérément l'éthique et la déontologie professionnelle, de donner des contributions mensuelles forcées et leur font subir des mutations sans motifs valables.

Des fonctionnaires sont victimes d'avoir refusé de violer délibérément leur déontologie professionnelle dans un pays où la promotion de la médiocrité, du désordre et de l'immoralité est une triste réalité. Le cas le plus frappant est celui du Dr Marerwa arrêté et emprisonné depuis le

05 février de cette année pour n'avoir pas accepté de fausser l'autopsie d'un officier de police tué et jeté dans les enceintes de la paroisse saint Joseph de Ngagara.

Des enseignants du primaire, du secondaire et d'Universités se retrouvent également dans cette situation où des élèves Imbonerakure et des parents politiquement influents au parti CNDD-FDD leur exigent de livrer gratuitement des points pour avancer de classe.

Les contributions forcées avaient commencé d'une manière isolée dans quelques provinces comme Cibitoke, Ngozi et Makamba, mais aujourd'hui elles sont à l'échelle nationale. Au début du mois d'avril 2017, les enseignants du primaire et du secondaire se sont rendu compte que leurs salaires avaient été amputés de 2000Fr chacun conformément à un accord entre leaders syndicaux, signé sans la consultation de la base. Les enseignants sont consternés par cette décision de prendre une partie de leurs salaires sans les avoir consultés.

Les changements d'affectations et les mutations arbitraires constituent aussi une forme de persécutions à laquelle les fonctionnaires du secteur de la santé et de l'enseignement font régulièrement face ces derniers temps. Après l'opération de redéploiement des enseignants effectuée au début de l'année scolaire en cours, des plaintes des enseignants ont été portées jusqu'au Cabinet du Ministre qui, en date du 29 mars dernier a sorti une note de destitution de 23 directeurs des établissements scolaires pour avoir fourni des fausses données qui ont biaisé le redéploiement dans leurs établissements. Ces enseignants injustement redéployés attendent encore d'être réhabilités dans leurs droits.

Concernant le Ministère de la Justice, au cours de leur descente dans les prisons, les Députés ont constaté que la mesure de la grâce présidentielle n'a pas apporté grand-chose. La population carcérale ne cesse d'augmenter, ont-ils fait savoir dans leur rapport de descente. Le Ministre de la Justice et Garde des sceaux a fait savoir qu'il y a nécessité de réaménagement et extension des maisons de détentions.

Pour ce qui est de l'application des peines, des travaux d'intérêt général comme prescrit dans les lois, elle affirme avoir toujours demandé aux cours et tribunaux de recourir à ces peines, en vain.

#### CHAPITRE VI: CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

#### VI.1. Conclusion

Le pouvoir du CNDD-FDD devient de plus en plus nuisible à l'existence d'une société burundaise paisible et favorable à l'épanouissement de tous et de chaque burundais. Les Imbonerakure, en complicité avec l'administration publique vouée totalement à la cause du parti au pouvoir, imposent une situation de désordre, d'insécurité, de violences et de crimes économiques.

Ce désordre a ouvert la porte aux spéculations et aux magouilles dans tous les secteurs de la vie où le parti au pouvoir veut régner en maître absolu, ce qui explique les hausses intempestives des prix, la pénurie du sucre et du carburant sans oublier le manque criant de l'électricité.

Le régime détruit toutes les valeurs humaines qui fondent un Etat de droit et de liberté. Les écoles et les universités publiques ne sont plus des places du savoir et de la connaissance mais des endroits où se jouent des politiques nuisibles au développement du pays et des individus.

Au lieu de s'occuper des défis de santé qui hantent la population burundaise, les différentes structures sont préoccupées à collecter des fonds pour financer les activités du parti au pouvoir.

Le FORSC dénonce des mesures qui sont négativement motivées par l'esprit de méchanceté et de vengeance.

Il désavoue le comportement irresponsable des autorités burundaises qui attisent le feu de la destruction sans se rendre compte de la gravité de leurs actions. Le discours de la haine et de la jungle qu'elles brandissent, comporte une dose du venin d'autodestruction qui n'épargne personne dans le pays.

#### V.2. Recommandations

Le FORSC émet des recommandations suivantes, vu la situation socio-économique et politique qui règne dans le pays :

#### Au gouvernement du Burundi :

- Mettre fin à la terreur politique et aux injustices sociales à l'origine des conflits et des guerres ;
- ➤ Choisir la voie de la paix et de la sécurité en mettant de côté des personnalités nuisibles au développement de l'Etat de droits ;
- ➤ Démanteler la milice armée Imbonerakure qui sème la terreur et commet des violations graves des droits de l'homme dans le pays ;
- > Se désolidariser ouvertement et sanctionner les auteurs du désordre social et des crimes économiques et/ ou contre l'humanité;
- Combattre avec énergie le discours destructeur qui n'épargne personne y compris ses auteurs;

- ➤ Relâcher les étudiants des universités publiques arbitrairement arrêtés et injustement emprisonnés alors qu'ils ne faisaient que revendiquer leurs droits ;
- Renouer avec la politique de gratuité à l'enseignement fondamental qui avait permis à tous les enfants d'aller à l'Ecole;
- Faire rayonner l'école qui est une pépinière de l'avenir du pays au lieu de la détruire ;
- > Généraliser la cantine scolaire pour réduire les abandons scolaires causés par la famine ;
- ➤ Mettre un terme aux spéculations et magouilles autour de la commercialisation des produits pétroliers, du sucre et de l'électricité ;

## A l'EAC, UA et ONU;

➤ Intervenir sans délais pour éviter un génocide imminent préparé minutieusement et au grand jour par les plus hautes autorités de l'Etat ;

Contraindre le gouvernement du Burundi à accepter les négociations en vue de la résolution pacifique du conflit